



L'immigration

Comme la plupart des pays européens, la France n'échappe pas au retour des débats sur l'immigration ; ce thème est en effet instrumentalisé par la plupart des partis politiques dans la perspective des prochaines élections.

« La fermeture à toute immigration prônée par les uns comme l'accueil inconditionnel souhaité par les autres constituent deux dénis de réalité. » **(1)**

L'immigration, de quoi parle-t-on ?

« Dans ce domaine, les glissements sémantiques sont systématiques. Ainsi les termes de « migrant », réfugié », « demandeur d'asile », « bénéficiaire du droit d'asile » sont employés sans distinction, alors qu'ils présentent de grandes différences. « Les migrants sont constitués par la migration régulière largement majoritaire et par les réfugiés dont une partie obtiendra le droit d'asile » (Hervé Le Bras, démographe).

L'immigration en Europe.

Le vieux continent a vécu, de 2014 à 2017, le plus grand afflux migratoire depuis la seconde guerre mondiale : 4 millions de demandeurs d'asile, selon l'OCDE. C'est surtout l'année 2015 qui fut celle de « la crise ».

Or, toujours selon l'OCDE, ces quatre millions de demandeurs d'asile devraient déclencher un accroissement d'à peine 0,3% de la population européenne en âge de travailler, à l'horizon 2020, ce qui semble raisonnable. D'autant plus que, d'ici à 2050, la population européenne va passer de 10 à 7% de la population mondiale du fait notamment de son vieillissement et de la poussée des naissances en Afrique et en Asie.

Actuellement, l'Union européenne (tous pays confondus) ne comprend que 20 millions d'immigrés (sur 511 millions d'habitants), soit 4% des personnes.

L'Europe restera donc un « îlot d'opportunités ». Quant aux entrées illégales, dans toute l'Europe, elles seront cette année de moins de 130 000 personnes pour 511 millions d'habitants, soit 0,025 % de la population (baisse de 46% par rapport à 2017). Et pourtant, certains parlent d'invasion.

En Allemagne, principal pays d'accueil européen, actuellement en situation de plein emploi, on a accueilli 1 million et demi de réfugiés depuis 2015. Parmi eux, cet été 2018, un quart avait déjà trouvé un emploi.



En France, quelques données.

- Le démographe François Héran rappelle qu'entre **22 et 25% de la population française actuelle est d'origine étrangère, à une ou deux générations.** L'immigration n'est donc pas un phénomène récent...
- **En France en 2017 :**
 - la « migration régulière » a été largement majoritaire. 260 000 cartes de séjour ont été accordées, dont 85 000 étudiants, 50 000 parents étrangers de Français, 25 000 emplois économiques spécialisés, 30 000 régularisations et 32 000 bénéficiaires du droit d'asile.
 - Il n'est donc pas juste de mélanger cette « immigration régulière » avec la catégorie des « réfugiés ». En effet, en 2017, sur 99 000 demandeurs d'asile, une minorité a obtenu le statut de réfugié : 30 000.
 - « Il ne faut pas amalgamer les personnes relevant des statuts précisés ci-dessus aux naufragés en haillons, affamés, hébétés, dont les médias répandent à foison l'image ». (**Hervé Le Bras**)
- **En France, depuis le début des années 2000,** le nombre de titres de séjour délivrés a été globalement stable, autour de 200 000 par an. S'il a augmenté en 2017, c'est essentiellement du fait de l'afflux plus important d'étudiants étrangers (80 000 contre 60 000 en 2012).

A ce titre, soulignons que la France n'est pas, et de loin, l'un des pays européens qui accueillent le plus de réfugiés : si l'on rapporte les chiffres à la population nationale, elle se situe, avec près de 100 000 demandes d'asile en 2017, dans la moyenne des pays de l'Union européenne.

L'évaluation de l'impact économique des migrants.

Pour les pays africains, c'est la raison économique qui pousse à l'exode ; les habitants sont des centaines à ne pouvoir vivre dignement chez eux.

L'évaluation de l'impact économique des migrants est délicate en Europe. Mais si l'on s'en tient au seul produit intérieur brut, l'effet est clairement positif. La majorité des Européens de l'Ouest estiment du reste que les immigrés contribuent positivement à l'économie, ces derniers occupant souvent une partie des postes non pourvus, car boudés par les locaux. **(2)**



Le fantasme d'une crise migratoire et d'une invasion imaginaire.

Il est agité par plusieurs secteurs de l'opinion, en France, minoritaires, mais très actifs et « audibles ».

A droite et à l'extrême-droite, on joue sur le « confort de l'entre-soi » et les risques d'insécurité. Les arguments avancés doivent être combattus sans ménagement comme étant inhumains, économiquement absurdes et de toute façon inapplicables.

A l'extrême-gauche, on mise sur les populations issues de l'immigration par calcul militant, activiste et électoral.

S'en tenir aux droits de l'homme

Faire appel, pour expliquer l'immigration, aux chiffres est difficile face aux discours catastrophistes et au recours à la peur pour fonder une politique. Mais il faut le faire...

On peut aussi soutenir « un changement radical d'approche des questions migratoires, fondé sur la rationalité, le réalisme et l'humanisme », comme le prône un groupe international d'experts sur les migrations et l'asile, créé à l'été 2018.

N'oublions jamais, en effet, la **Déclaration des Droits de l'Homme (article 13)** :

« Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

Nous ne céderons jamais sur ce principe.

(1) Philippe Boissonnat. « Le défi démographique, mythes et réalités » (juillet 2018)

(2) Etude publiée le 12 juillet 2018 par le New Research Center, institut américain.

« Peu à peu les nations s'entendront progressivement pour la protection commune des misères ouvrières et des souffrances humaines. Une noble solidarité de justice sociale voit le jour ainsi entre les peuples. Et le mot d'étranger, le triste mot d'étranger, perd tout ce qu'il avait de sa brutalité et de sa tristesse... »

Jean Jaurès, conférence en Argentine, septembre 1911.

Décidément, il y a encore du pain sur la planche...